

Washington Wall Street Watch

N°2024-11- Le 11 mars 2024

Une publication de l'Antenne de New-York du SER de Washington

SOMMAIRE

Politiques macroéconomiques

- La Fed maintient ses taux inchangés et révisé à la hausse sa prévision de croissance du PIB

Services financiers

- La FDIC souhaite renforcer la procédure d'autorisation des rapprochements bancaires

Situation des marchés

Brèves

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

La Fed maintient ses taux inchangés et révisé à la hausse sa prévision de croissance du PIB

La réunion du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) des 19 et 20 mars 2024 s'est [conclue](#) sur le maintien de la fourchette cible des taux *fed funds* à [5,25 % -- 5,5 %]. Cette décision a été prise à l'unanimité.

Jerome Powell, président de la Fed, a d'abord rappelé la détermination de la Fed à assurer son double mandat, à savoir la stabilité des prix et l'emploi maximum. Concernant la conjoncture économique, il a salué une croissance robuste, soutenue par la consommation des ménages, un marché du travail dynamique, certes en tension du fait d'une offre supérieure à la demande mais en voie de normalisation, et une inflation retournant progressivement vers sa cible de +2%. Concernant la politique monétaire, il a annoncé le maintien des taux à leur niveau actuel, en attendant de disposer de plus de données pour confirmer la baisse de l'inflation. Il a signalé que la question de la réduction du bilan de la Fed avait été abordée au cours de la réunion, et que des décisions sur le

ralentissement du rythme de réduction pourraient être prises très prochainement.

A l'occasion de cette réunion, les membres du FOMC ont apporté plusieurs révisions à leurs [prévisions](#) économiques.

	2024	2025	2026
PIB	+2,1 %	+2 %	+2 %
<i>Décembre</i>	<i>+1,4 %</i>	<i>+1,8 %</i>	<i>+1,9 %</i>
Chômage	+4 %	+4,1 %	+4 %
<i>Décembre</i>	<i>+4,1 %</i>	<i>+4,1 %</i>	<i>+4,1 %</i>
Inflation	+2,4 %	+2,2 %	+2 %
<i>Décembre</i>	<i>+2,4 %</i>	<i>+2,1 %</i>	<i>+2 %</i>
Inflation sous-jacente	+2,6 %	+2,2 %	+2 %
<i>Décembre</i>	<i>+2,4 %</i>	<i>+2,2 %</i>	<i>+2 %</i>

Source : Fed

La projection de croissance du PIB a été revue à la hausse pour 2024 à +2,1% (après une prévision de +1,4% en décembre 2023 pour l'année 2024) au-delà de son sentier de long terme estimé à +1,8%. Les projections de l'inflation sont inchangées en 2024 à +2,4%, tandis que les prévisions de l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) augmentent légèrement à +2,6% (après +2,4%). Le taux de chômage est légèrement revu à la baisse à +4% (après +4,1%).

Cette projection décrit une économie américaine dynamique, avec une inflation qui continue de se normaliser et un retour

en 2026 à la cible des +2% inchangé, sans pour autant avoir un effet significatif sur le taux de chômage.

SERVICES FINANCIERS

La FDIC souhaite renforcer la procédure d'autorisation des rapprochements bancaires

Le 21 mars, la *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC) a [approuvé](#) (3 voix contre 2) la mise en consultation publique pour une durée de 60 jours d'une [proposition](#) de règle visant à renforcer la procédure d'autorisation préalable aux rapprochements bancaires. Cette proposition s'appuie sur le *Bank Merger Act* (BMA), qui s'applique aux opérations de fusion et de consolidation impliquant au moins une banque dont les dépôts sont garantis par la FDIC (*Insured Depository Institution* – IDI).

La proposition définit les attentes de la FDIC pour chacun des critères d'examen (*statutory factors*) de la procédure :

- i) l'analyse des enjeux concurrentiels de l'opération prendra en compte une définition élargie des services financiers concurrents sur le marché identifié (prêts aux PME ou prêts immobiliers par exemple);
- ii) la FDIC pourra imposer des conditions financières à l'opération (exigences de capital, de liquidité, outils de financements);
- iii) l'entité consolidée devra disposer des ressources managériales lui permettant la mise en œuvre d'un plan d'intégration post-acquisition;
- iv) l'opération devra améliorer le service

rendu aux communautés (meilleur accès au financement et aux différents services bancaires). La FDIC procédera par ailleurs à des audiences pour les projets d'entités consolidées dépassant 50 Md USD d'actifs ou suscitant un nombre de contestations significatifs; vi) l'évaluation du risque que représente l'opération pour la stabilité financière suivra la méthodologie adoptée par l'*Office of the Comptroller of the Currency* (OCC) et la Fed (taille des institutions financières impliquées dans la transaction, degré d'interconnexion de l'entité consolidée avec le système bancaire, participation à la complexification du système financier, etc.). La FDIC insiste sur le fait que des entités issues de telles opérations dont les actifs seraient supérieurs ou égaux à 100 Md USD feront l'objet d'un examen approfondi.

La proposition de la FDIC s'inscrit dans la même trajectoire que la [proposition](#) de règle de l'OCC publiée le 29 janvier 2024, et de l'[annonce](#) par le ministère de la Justice (DoJ) d'un projet d'actualisation des lignes directrices sur l'examen des concentrations dans le secteur bancaire. L'industrie craint quant à elle le ralentissement des concentrations bancaires. Ces craintes ont été relayées au sein du conseil de la FDIC par les deux membres républicains (Chair Travis Hill et Jonathan McKernan).

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 a progressé de +2,31%, à 5 242 points, atteignant un nouveau plus haut niveau historique. Les marchés ont réagi très favorablement aux annonces du FOMC mercredi, entrevoyant dans le *dot plot* de la Fed (un graphique scruté par les marchés, publié avec les prévisions économiques de

la Fed, qui présente pour chaque membre de la Fed le point médian approprié de la fourchette cible des taux à la fin de l'année) la confirmation de la possibilité de trois baisses des taux de 25 points de base cette année. Selon les marchés, la probabilité d'une première baisse des taux en juin a fortement augmenté à 66,9% selon le CME FedWatch Tool.

Sur la semaine écoulée, les rendements des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) à 2 ans et 10 ans ont baissé à

respectivement 4,65 % (-6 points de base) et 4,27 % (-3 points de base), après que les marchés ont anticipé mercredi après-midi trois baisses des taux de la Fed en 2024.

BREVES

- Le 19 mars, devant l'*US District Court for the Southern District of New York*, les procureurs ont [requis](#) une peine de prison de 40 à 50 ans pour Sam-Bankman-Fried (SBF), co-fondateur et ex-CEO de FTX, [jugé](#) coupable le 2 novembre dernier de sept chefs d'accusation de fraude et de conspiration. Les procureurs soulignent le caractère « historique » de la fraude, qui aurait fait perdre environ 10 Md USD à 1 million de victimes. Le verdict devrait être prononcé le 28 mars.
- Le 18 mars, les trois associations professionnelles (NAPFM, MFA et AIMA) représentant l'industrie des fonds de gestion alternative (*Hedge funds*) ont [lancé](#) des poursuites en justice auprès de la *US District Court for the Northern District of Texas* contre la règle de la *Securities and Exchange Commission* (SEC) [adoptée](#) le 6 février visant à encadrer l'activité des investisseurs pour compte propre dont les actifs sous gestion dépassent 50 M USD. Les associations dénoncent l'élargissement des statuts de *Dealer* et de *Government Security Dealer* aux *Hedge funds*, qui pourrait menacer certaines stratégies de trading.
- Les indices Flash PMI [publiés](#) par S&P Global évoluent en zone d'expansion en mars, concluant un premier trimestre marqué par une activité solide. L'indice composite de la production a légèrement diminué à 52,2 après 52,5. L'indice manufacturier a augmenté à 52,5 (après 52,2), stimulé par la production et l'emploi.
- Le 20 mars, le [texte](#) des 6 lois d'appropriations constituant la seconde partie du budget fédéral pour 2024 (un premier paquet de 6 lois avait été voté par le Congrès le 8 mars) a été rendu public par les Commissions des Appropriations de la Chambre et du Sénat. Il représente une enveloppe globale de 1 200 Md USD, soit plus de 70% des dépenses discrétionnaires annuelles. La publication tardive de ce « minibus » budgétaire, en raison d'un désaccord de dernière minute sur le financement du ministère de la Sécurité intérieure (Homeland Security), fait courir le risque d'un *shutdown*, la loi de finances provisoire (*continuing resolution*) arrivant à échéance le 22 mars à minuit, sauf à ce que la Chambre et le Sénat recourent à une procédure expéditive de vote.
- La Cour d'appel du 5^{ème} District a suspendu l'application de la règle relatives à la publication par les sociétés cotées des risques et des impacts climatiques relatifs à leurs activités, [adoptée](#) par la SEC le 6 mars, dans l'attente du jugement au fond d'une requête introduite par les entreprises pétrolières *Liberty Energy* et *Nomad Proppant Services*. Plusieurs recours similaires ont été introduits depuis le 6 mars devant d'autres juridictions aux Etats-Unis. La règle adoptée par la SEC prévoit une entrée en vigueur progressive entre 2026 et 2033.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

Rédaction : Cédric Garcin, Sixtine Lyon, Lorelei Durand-Agache, Galina Natchev

Abonnez-vous : afws@dgtrésor.gouv.fr